



Délibération n°2023_06_15_2

Objet : Bilan des acquisitions et cessions immobilières – Année 2022

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU JEUDI 15 JUIN 2023

L'an deux mille vingt trois, le quinze juin, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 9 juin 2023, s'est réuni à 19h00, au lieu ordinaire des séances, salle YVES ABRIC, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 24

Nombre de membres représentés : 3

Secrétaire de séance : Patricia NIVESSE

Présents :

Jean-Pierre RICO - Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Jean-Marc MALEK - Xavier MIRAULT - Françoise BERTOUY - Patricia NIVESSE - Brigitte RODRIGUEZ - Colette MORETEAU - Maryline BENEDETTI - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER - Fabrice IRANZO - Benoît DELTOUR - Romain CASAS-MATEU - Laurie BELTRA - Karine BREITHEL - Laurent CHAMARD-BOIS - Patrick PASQUIER - Muriel POIJOL - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST

Absents représentés :

Olivier BOUDET pouvoir à Benoît DELTOUR - Philippe CATTIN-VIDAL pouvoir à Patrick PASQUIER - Bernadette CONTE-ARRANZ pouvoir à Cathy PROST

Absents :

Pascale MARCHAL - Quentin BOINET

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur Jean-Pierre RICO, Maire, rapporte:

L'article L2241-1 du Code général des collectivités territoriales stipule : « Le bilan des acquisitions et cessions opérées sur le territoire d'une commune de plus de 2 000 habitants par celle-ci, ou par une personne publique ou privée agissant dans le cadre d'une convention avec cette commune, donne lieu chaque année à une délibération du conseil municipal. Ce bilan est annexé au compte administratif de la commune. »

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Approuver le bilan des cessions et acquisitions immobilières de l'année 2022 comme suit :

ACQUISITIONS	
Nature et localisation du bien	Acquisition des parcelles cadastrées section AX 99 et AX 100 d'une superficie respective de 24 m ² et 31 m ² sises 100 rue du port lieu-dit les cabanes - 34470 PEROLS
Acheteur	Commune de Pérols
Vendeur	Consorts GUIN-PEREZ
Procédure d'acquisition	Acquisition amiable à titre onéreux pour un montant de 10 000,00 € Signature de l'acte notarié le 7 décembre 2021
Nature et localisation du bien	Acquisition de la parcelle cadastrée section AN 245 d'une superficie de 212 m ² sise 9 rue de Lorraine - 34470 PEROLS
Acheteur	Commune de Pérols
Vendeur	M. GISBERT et Mme LAMBERTI
Procédure d'acquisition	Acquisition amiable à titre onéreux pour un montant de 356 500,00 € Signature de l'acte notarié le 13 avril 2022
Nature et localisation du bien	Acquisition des parcelles cadastrées section AK17 – 18 – 19 – 20 – 78 – 80 – 82 d'une superficie de 16 158 m ² sises lieu-dit les Faïsses - 34470 PEROLS
Acheteur	Commune de Pérols
Vendeur	Communauté d'Agglomération du Pays de l'or
Procédure d'acquisition	Acquisition amiable à titre onéreux pour un montant de 70 000,00 € Signature de l'acte notarié le 26 avril 2022
Nature et localisation du bien	Acquisition de la parcelle cadastrée section AX 134 d'une superficie de 2 926 m ² situé dans le périmètre du projet du triangle de l'Avranche - 34470 PEROLS
Acheteur	Commune de Pérols
Vendeur	Département de l'Hérault
Procédure d'acquisition	Acquisition amiable à l'euro symbolique Signature de l'acte notarié les 05 et 10 octobre 2022

CESSIONS	
Nature et localisation du bien	NEANT

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à la majorité.

Pour : 23

Contre : 4

Laurent TATON, Caroline SAROCHAR, Cathy PROST, Bernadette CONTE-ARRANZ

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Pérols, le 19 juin 2023

Le Maire,

Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou notification.